



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Assemblée plénière du 16 décembre 2011

Intervention de Gérard Piel

BUDGET 2012

Monsieur le président, mes chers collègues,

Nous sommes aujourd'hui à la fin d'un cycle, celui débuté après guerre avec le programme du Conseil National de la Résistance. Un cycle de progrès social, de développement économique, de démocratie. Une période où les enfants avaient la certitude de vivre mieux que leurs parents, où la sécurité sociale au sens large était la norme.

Cela ne s'est pas fait tout seul mais luttés après luttés en s'appuyant sur un socle solide, un socle républicain.

Nous voyons bien que cela se termine après l'épouvantable quinquennat que vient de subir le peuple de France. Elaborer un budget dans ces conditions et alors que la majorité de nos concitoyens subissent chaque jour les effets d'une crise dont ils ne portent aucune responsabilité, mais également les mauvais coups du gouvernement et de ses relais locaux, élaborer un budget qui réponde aux besoins des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur n'est pas une affaire simple.

Car au-delà des discours, au-delà surtout des promesses des tenants de la rigueur, les chiffres et la réalité parlent d'eux mêmes :

- 4,5 millions de chômeurs, 8 millions de personnes qui vivent avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté, près de 10 millions de personnes mal-logées ou sans logement, 1 million de familles inscrites aux Restos du cœur et la liste est longue.
- Mais aussi la précarité comme mode de gestion des salaires, le démantèlement de la Sécurité sociale et de toutes les protections sociales.
- Mais aussi la RGPP qui frappe les écoles, les hôpitaux, les transports, l'énergie, la police, qui efface les services publics de nos territoires et qui menace l'égalité républicaine.
- Sans parler des territoires et de la démocratie locale, menacés par des réformes territoriales et fiscales appliquées sans aucune concertation par les préfets-consuls.

Dans ce contexte, avoir élaboré un budget qui reste un bouclier social face aux mauvais coups de la droite était une gageure, et pourtant, nous l'avons fait.

Le groupe Front de Gauche y a en conséquence apporté sa contribution.

Conscients que les contraintes financières imposées par l'Etat corsetaient ce budget, nous avons fait le choix de desserrer cette chape et de privilégier nos engagements de campagne

- Nous sommes très satisfaits que notre proposition d'une délibération qui module les subventions aux communes qui ne respectent pas la loi SRU soit actée. Elle sera présentée tout à l'heure et elle permettra d'abonder les budgets pour le logement social tout en incitant les communes à respecter leurs engagements dans la région de France qui dispose du faible taux de logements sociaux.
- Nous présenterons par ailleurs une motion visant à mettre l'Etat face à ses responsabilités avec la proposition pour la prochaine plénière de l'émission d'un titre de recette à son encontre. Avec 70 millions d'euros et même plus, le gouvernement a manqué à tous ses devoirs, mettant ainsi à mal le principe de libre administration des collectivités locales, tel que garanti par la Constitution française.
- Nous apprécions que notre demande d'assises de la ré-industrialisation soit retenue. Notre région a été et est toujours dévastée, des centaines d'entreprises fermées, sacrifiées sur l'autel du profit dans l'indifférence du pouvoir, ce même pouvoir qui n'hésite pas à accompagner les multinationales quand celles-ci veulent faire taire les salariés qui résistent.
- Nous apprécions que le budget solidarité soit consolidé. C'est l'honneur du Conseil régional PACA de maintenir ses financements aux associations qui luttent pour faire reculer la précarité et la pauvreté alors que dans le même temps l'Europe de Mme Merkel et le pouvoir de Monsieur Sarkozy voulaient réduire leurs budgets dans l'objectif affiché de les supprimer.
- Le Vice-président, Jean-Marc Coppola, a travaillé le budget des Grands travaux – patrimoine – investissements non pas pour le préserver ou l'augmenter mais dans l'intérêt général des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur en dégageant 3 millions d'euros pour le budget du logement social et 2 millions pour celui de la culture. Et croyez-moi là aussi, les restrictions budgétaires de l'Etat et de certaines collectivités sont terribles pour des centaines d'associations, de théâtres, pour toute la communauté culturelle.
- Nous apprécions, et les familles en grande difficulté également, que notre proposition d'étendre aux élèves des familles bénéficiant de l'ARS (Allocation de rentrée scolaire) la tarification sociale de la restauration scolaire, en doublant le nombre de bénéficiaires nous confortons l'autonomie des jeunes (gratuité des livres, carte Zou...). Ainsi nous permettons aux familles de sortir quelque peu la tête de l'eau, quand le gouvernement et les collectivités qui lui sont affiliées s'obstinent à les rançonner et à jeter l'opprobre sur les allocataires des minima sociaux, les malades, les fonctionnaires ou les immigrés car, à la différence de la droite et de l'extrême droite, nous ne sommes pas là pour discriminer telle ou telle catégorie d'habitant de notre région mais bien pour travailler dans le sens de l'intérêt général.
- Enfin, nous apprécions que le contrat social élaboré en 2011 soit signé dès le début de l'année 2012, la déprécarisation des agents régionaux des lycées, ces mesures, bien que coûteuses, sont aussi la marque d'une région solidaire, progressiste et respectueuse de ses agents.

Pour conclure, nous voulons réaffirmer notre conviction en l'utilité de la participation citoyenne dans l'exercice de notre mandat. En ce sens, notre groupe a organisé plus de 20 réunions dans les six départements que compte notre région. Simples citoyens, salariés, militants associatifs, syndicaux ont été ainsi consultés et informés sur l'avancée de nos travaux. Cette méthode permet d'écouter, de débattre mais aussi de respecter les habitants de notre région.

En lisant l'avis du CESER, en particulier l'apport des organisations syndicales, cela nous conforte dans notre démarche.

Ce projet est un compromis honorable.

Pourtant nous pensons que la gauche étant majoritaire dans vingt régions sur vingt-et-une, l'association des régions de France pourrait être utile dans la dénonciation de la politique du pouvoir avec l'affirmation de l'abrogation des réformes territoriale et fiscale comme vous le faites, monsieur le Président.

Face à un pouvoir qui a livré la France aux marchés, qui obéit aux agences de notation et à la chancelière Merkel, il n'y a pas de place pour l'arrangement ou l'aménagement.

Ensemble nous devons résister et gagner pour initier un nouveau cycle de progrès.

Notre pays est exsangue, la région elle aussi a été ravagée par cinq ans de sarkozisme.

Il faut mettre un terme à cette catastrophe sociale, économique et environnementale.

Ce budget tout à la fois offensif et de résistance permet de conforter le rôle de bouclier social que doit jouer notre collectivité et de contrecarrer pour partie le travail de casse mené par l'UMP ; casse des solidarités, des services publics et du modèle social français.

Seul le prononcé fait foi.